La requérante a introduit une réclamation à l'encontre de l'évaluation ainsi qu'à l'encontre de l'absence d'une décision concernant l'octroi d'une augmentation de salaire périodique, et dans ce cadre, elle a invoqué les lignes directrices d'évaluation en vigueur au sein d'Europol. La partie requérante souligne, qu'il s'agit d'une évaluation manifestement erronée.

La requérante fait notamment valoir, que ses griefs ont été déclarés infondés par décision du 26 juin 2007 et invoque une violation du principe de motivation, parce que ce rejet n'a pas été motivé. Le directeur d'Europol indique toutefois que l'évaluation est retirée et qu'une nouvelle évaluation aura lieu. Cette nouvelle évaluation s'est faite le 25 juillet 2007.

Le présent recours vise donc la décision rendue sur la réclamation ainsi que l'évaluation du 25 juillet 2007.

fraude au détriment du régime de pensions d'invalidité; ii) un fonctionnaire aurait exercé ses fonctions de manière illégale; iii) il s'agit de l'absence récurrente de publication des décisions de promotion et de leurs dates iv) les élections du Comité du personnel de 2004 et 2006 seraient illégales pour plusieurs raisons; v) il y aurait un grand nombre de détournements de la procédure de promotion et également d'une usurpation du pouvoir de nomination permise à un chef d'unité et d'un grand nombre d'intérêts personnels susceptibles de compromettre l'indépendance de l'AIPN dans la quasi-totalité de ses décisions; vi) les «décisions de l'AIPN» découleraient des intérêts personnels de tous les supérieurs hiérarchiques du requérant et de la dissimulation de l'appel à une collègue d'exercer des fonctions supérieures par intérim et de la non-saisine de l'OLAF; vii) l'AIPN aurait basé les décisions attaquées sur le même enchaînement d'erreurs manifestes que les décisions initiales qu'elles, confirment, en se basant sur un arrêt qui n'ait pas forcé de la chose jugée et sans avoir réfuté le moindre argument du requérant; viii) les comités concourant à la procédure d'évaluation et de promotion n'auraient pas été avisés de l'indépendance compromise des supérieurs hiérarchiques du requérant.

Recours introduit le 15 octobre 2007 — Nijs/Cour des comptes

(Affaire F-108/07)

(2008/C 22/108)

Langue de procédure: le français

Parties

Partie requérante: Bart Nijs (Bereldange, Belgique) (représentant: F. Rollinger, avocat)

Partie défenderesse: Cour des comptes européenne

Conclusions de la partie requérante

- annuler la décision de la Cour des comptes européenne de renouveler le mandat du Secrétaire général de la Cour des comptes pour une nouvelle durée de six ans débutant au 1^{er} juillet 2007;
- à titre subsidiaire, annuler les deux actes prétendant constituer des «décisions de l'autorité investie du pouvoir de nomination (AIPN)» respectivement du 8 décembre 2006 portant exécution de l'arrêt du Tribunal de première instance du 3 octobre 2006 dans l'affaire T-171/05, et du 12 juillet 2007, portant rejet de la réclamation du requérant du 12 mars 2007.
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui de son recours, le requérant invoque notamment les fait suivants: i) le Secrétaire général de la Cour des comptes aurait agi illégalement au lieu de saisir l'OLAF, il aurait expressément refusé de prendre des mesures, ou d'examiner la question lorsqu'il avait été avisé, documents à l'appui, de l'existence d'une

Recours introduit le 23 octobre 2007 — Behmer/Parlement

(Affaire F-124/07)

(2008/C 22/109)

Langue de procédure: le français

Parties

Partie requérante: Joachim Behmer (Bruxelles, Belgique) (représentants: S. Orlandi, A. Coolen, J.-N. Louis et E. Marchal, avocats)

Partie défenderesse: Parlement européen

Conclusions de la partie requérante

- annuler la décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination (AIPN) du Parlement européen portant attribution de deux points de mérite au requérant pour l'année 2005;
- annuler la décision de l'AIPN de ne pas promouvoir le requérant au grade AD 13 au titre de l'exercice de promotion 2006;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Le requérant, fonctionnaire du Parlement européen de grade AD 12, excipe avant tout de l'illégalité des décisions de l'AIPN, d'une part, d'attribuer deux points de mérite au requérant pour l'année 2005 et d'autre part, de ne pas le promouvoir au grade AD 13 au titre de l'exercice de promotion 2006.

Le requérant invoque l'erreur manifeste d'appréciation, la violation de l'obligation de motivation, la violation du point I.6 des mesures d'application relatives à l'attribution des points de mérite et à la promotion ainsi que la violation des principes généraux de vocation à la carrière et d'égalité de traitement.

En particulier, il fait valoir la violation de l'article 45 et l'article 110 paragraphe 1 du statut des fonctionnaires, l'exception d'illégalité et de la violation du principe de confiance légitime.

Enfin, le requérant soutient avoir fait l'objet d'une discrimination en raison de ses activités de représentation du personnel, en violation de l'article 1^{er} *quinquies*, et de l'article 24 *ter* du statut, de l'article 1^{er}, sixième alinéa, de l'annexe II du statut, ainsi que de l'article 17 de l'accord cadre du 12 juillet 1990 entre le Parlement européen et les organisations syndicales ou professionnelles du personnel de l'institution.

Recours introduit le 30 octobre 2007 — Van Beers/Commission

(Affaire F-126/07)

(2008/C 22/110)

Langue de procédure: le français

Parties

Partie requérante: Isabelle Van Beers (Woluwe-St-Etienne, Belgique) (représentants: S. Orlandi, A. Coolen, J.-N. Louis et E. Marchal, avocats)

Partie défenderesse: Commission des Communautés européennes

Conclusions de la partie requérante

- annuler la décision de l'autorité investie du pouvoir de nomination (AIPN) portant rejet de la candidature de la requérante, au titre de l'exercice de certification 2006;
- constater l'article 4 § 2 des dispositions générales d'exécution (ci-après DGE) de l'article 45 *bis* du statut des fonctionnaires (ci-après statut), en ce qu'il aurait pour effet, soit d'exclure la prise en considération du niveau réel des tâches exercées par un candidat à la certification, soit de maintenir une distinction entre les anciennes catégories C* et B* après le 30 avril 2006, est illégal;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La requérante, fonctionnaire de la Commission de grade AST 6, a posé sa candidature dans le cadre de l'exercice de certification 2006. Le 29 mars 2007 l'AIPN a confirmé sa décision du

22 février 2007, après un appel de la requérante contre cette décision, de manière définitive de ne pas admettre sa candidature au titre de la certification 2006.

À l'appui de son recours, la requérante invoque, d'abord, l'erreur manifeste d'appréciation.

Il fait valoir, en outre, l'illégalité de l'article 4 § 2 des DGE de l'article 45 *bis* du statut.

En particulier, la requérante invoque, la violation du principe d'égalité de traitement et de non-discrimination et de proportionnalité, la violation du principe de bonne administration et de vocation à la carrière ainsi que du principe de protection de la confiance légitime.

Recours introduit le 30 octobre 2007 — Coto Moreno/Commission

(Affaire F-127/07)

(2008/C 22/111)

Langue de procédure: le français

Parties

Partie requérante: Juana Maria Coto Moreno (Gaborone, Botswana) (représentant: K. Lemmens, C. Doutrelepon, avocats)

Partie défenderesse: Commission des Communautés européennes

Conclusions de la partie requérante

- annuler la décision du 12 février 2007 par laquelle le jury du concours EPSO/AD/28/05 a refusé d'intégrer la requérante dans la liste de réserve de ce concours, par conséquent:
 - de lui accorder une indemnité au titre de dommage et intérêts pour le préjudice moral de 25 000 euros;
 - de lui accorder une indemnité pour couvrir les honoraires d'avocats évalués à 8 000 euros et attestés par l'état communiqué;
 - de dire pour droit, au titre principal, que les autorités compétentes doivent prendre tout acte qui est de nature à compenser équitablement le désavantage de l'acte annulé, à savoir l'inscription de la requérante sur la liste de réserve ou
 - d'accorder à la requérante, à défaut d'une telle inscription, à titre subsidiaire, une indemnité au titre de dommages et intérêts pour préjudice matériel dont le montant s'élève à 384 000 euros;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.